



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service d'infrastructure de la Défense
SID Sud-Est**

DAF_2025_000884

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

MAITRE D'OUVRAGE

ETAT

**MINISTÈRE DES
ARMÉES**

CONDUCTEUR D'OPÉRATION :

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA
DÉFENSE SUD-EST**



OBJET DU MARCHÉ :

BALMA (31) – CASERNE BALMA BALLON – BAT 0012

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT EVAT

TABLE DES MATIÈRES

1	Objet du marché	7
2	Pièces constitutives du marché	7
2.1	Pièces particulières	7
2.2	Pièces générales	7
3	Intervenants au titre du marché	8
3.1	La maîtrise d'ouvrage	8
3.1.1	Représentant du maître d'ouvrage	8
3.1.2	Maîtrise d'ouvrage déléguée.....	8
3.1.3	Conduite d'opération.....	8
3.2	La maîtrise d'œuvre.....	8
3.3	Autres intervenants	8
3.3.1	Contrôle Technique.....	8
3.3.2	Coordination Sécurité et Protection de la Santé.....	8
3.3.3	Coordination des systèmes de sécurité incendie	9
3.3.4	Ordonnancement Pilotage et Coordination.....	9
3.3.5	Inspection du travail	9
4	Confidentialité – Mesures de sécurité	9
4.1	Prestations intéressant la Défense	9
4.2	Obligation de confidentialité.....	9
4.3	Protection des données à caractère personnel	9
4.4	Mesures particulières de sécurité	9
5	Mesures prises au titre de l'achat responsable	10
5.1	Dispositions sociales prises au titre du marché.....	10
5.1.1	Clauses d'insertion sociales, clause du militaire blessé et clause d'incitation à l'activité de réserve et à la garde nationale	10
5.1.2	Clauses incitatives	10
5.2	Dispositions environnementales prises au titre du marché	11
6	Mission de maîtrise d'œuvre.....	12
6.1	Définition des éléments de mission	12
6.1.1	Mission de base	12
6.1.2	Autre(s) mission(s) de maîtrise d'œuvre	12
6.1.3	Missions complémentaires	12
6.2	Prestations similaires.....	12
6.3	Décomposition en tranches	12
7	Démarrage de la mission.....	13
7.1	Réunion de lancement.....	13
7.2	Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage	13
8	Modalités d'exécution du marché	13
8.1	Communication entre les parties	13
8.1.1	Communication au titulaire (Ordre de service)	13

8.1.2	Communication du titulaire	13
8.1.3	Compte-rendu de réunion	13
8.2	Réunions entre les parties	14
8.2.1	En phase conception	14
8.2.2	En phase réalisation	14
8.2.3	En phase suivi des garanties	14
8.3	Démarche BIM et maquette numérique	14
8.4	Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre	15
8.4.1	Format et support pour la remise des études	15
8.4.2	Point de départ des délais de présentation des documents	15
8.4.3	Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage	15
8.4.4	Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage	16
8.5	Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux	16
8.6	Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux (DET)	18
8.6.1	Réunions de chantier	18
8.6.2	Visites de contrôle inopinées	18
8.6.3	Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre	18
8.6.4	Agrément des sous-traitants des entreprises chargées de l'exécution des travaux	18
8.6.5	Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	18
8.6.6	Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général	19
8.7	Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)	19
8.7.1	Opérations préalables à la réception (OPR)	19
8.7.2	Levée des réserves	19
9	Utilisation des résultats – propriété intellectuelle	19
10	Délais particuliers	20
10.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	20
10.2	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	20
10.3	Instruction des mémoires de réclamation	21
10.4	Opérations préalables à la réception	21
10.5	Visa des documents d'exécution	21
10.6	Période de Garantie de Parfait Achèvement	21
11	Modifications en cours d'exécution du marché	21
11.1	Nature des modifications	21
11.2	Rapport du maître d'œuvre	21
11.3	Décision du maître d'ouvrage	22
11.4	Conséquences des modifications en phase conception	22
11.4.1	Modifications de 1 ^{ère} catégorie	22
11.4.2	Modifications de 2 ^{ème} et 3 ^{ème} catégorie	22
11.5	Conséquences des modifications en phase exécution des travaux	22
11.5.1	Modifications de 1 ^{ère} catégorie	22

11.5.2	Modifications de 2 ^{ème} et 3 ^{ème} catégorie	22
12	Achèvement de la mission	23
13	Rémunération du maître d'œuvre – Variation des prix	23
13.1	Mois d'établissement des prix	23
13.2	Nature des prix	23
13.3	Contenu des prix	23
13.4	Engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux	23
13.5	Passage des prix provisoires aux prix définitifs	27
13.6	Variation des prix	28
13.6.1	Forme du prix	28
13.6.2	Mois d'établissement du prix du marché de maîtrise d'œuvre	28
13.6.3	Choix de l'index de référence	28
13.6.4	Modalités de révision des prix	28
14	Règlement des comptes du maître d'œuvre	29
14.1	Avance	29
14.2	Demandes de paiement	29
14.3	Acomptes	29
14.4	Acceptation de la demande de paiement	31
14.5	Demande de paiement finale	31
14.6	Décompte général – solde	31
14.7	Délai de paiement	31
15	Sous-traitance	31
16	Pénalités	32
16.1	Généralités	32
16.2	Pénalités pour retard dans la présentation des documents	32
16.3	Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte	33
16.4	Pénalités en cas de retard dans la vérification du décompte final	33
16.5	Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs	33
16.6	Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre	33
16.6.1	Pénalités pour absence à une réunion ou à une visite	33
16.6.2	Pénalité en cas de cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunions ou de visite	33
16.6.3	Pénalité en cas de non remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement	33
17	Résiliation du marché – Clauses diverses	33
17.1	Arrêt de l'exécution des prestations	33
17.2	Résiliation du marché	33
17.2.1	Stipulations générales	33
17.2.2	Résiliation pour faute	33
17.3	Lutte contre le travail dissimulé	33
17.3.1	Documents à produire	34
17.3.2	Dispositif « e-Attestations »	34

17.4	Clauses diverses.....	34
17.4.1	Saisie - attribution	34
17.4.2	Assurances	34
17.5	Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux	34
17.6	Assurance de garantie décennale	35
17.7	Absence ou insuffisance de garantie.....	35
17.8	Sinistres	35
17.8.1	Nantissement - Cession de créance.....	35
18	Règlement des différends.....	35
18.1	Traitement des litiges.....	35
18.1.1	Comités consultatifs de règlement amiable des différends	35
18.1.2	Mission ministérielle PME/PMI	35
18.1.3	Médiateur des entreprises	36
18.2	Contentieux – droit applicable	36
19	Dérogations au CCAG MOE.....	36

Lexique – Acronymes utilisés dans les documents constitutifs du marché

Généralités

AE :	acte d'engagement
CCAP :	cahier des clauses administratives particulières
CCAG-MOE :	cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre
CCAG-TVX :	cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux
CCTP :	cahier des clauses techniques particulières
BIM :	building information modelling
DCE :	dossier de consultation des entreprises
AMO :	assistant à maîtrise d'ouvrage
SPS :	sécurité et protection de la santé
PGC :	plan général de coordination
PC :	permis de construire
Moe :	maitre d'œuvre
RPA :	représentant du pouvoir adjudicateur

Missions de la maîtrise d'œuvre

ESQ :	études d'esquisse
APS :	études d'avant-projet sommaire
APD :	études d'avant-projet définitif
AVP :	études d'avant-projet
PRO :	études de projet
EXE :	études d'exécution
DQD :	devis quantitatif détaillé
AMT :	assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux
DET :	direction de l'exécution du ou des marchés de travaux
OPC :	ordonnancement pilotage coordination
AOR :	assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement
DOE :	dossiers des ouvrages exécutés
SSI :	systèmes de sécurité incendie

1 Objet du marché

Le marché régi par le présent CCAP est un contrat de maîtrise d'œuvre privée concernant :

BALMA (31) – Casernement BALMA BALLON – Bât 012 – Rénovation bâtiment EVAT – HBGT 66

Les missions du maître d'œuvre sont rattachées à un ouvrage appartenant à la catégorie suivante :

- ☐ Opération de construction neuve de bâtiment
- ☒ Opération de réhabilitation de bâtiment
- ☐ Opération de construction neuve d'infrastructure
- ☐ Opération de réhabilitation d'infrastructure

Il est conclu entre :

- ✓ la personne morale désignée dans l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le CCAP ;
- ✓ et le titulaire du marché désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le CCAP.

2 Pièces constitutives du marché

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- de l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

2.1 **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent CCAP et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi,
- Le CCTP et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi,
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux avec ses annexes,
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission si l'offre a été déposée par un groupement ;

2.2 **Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A) ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106871A) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.

3 Intervenants au titre du marché

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Représentant du maître d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le directeur du service d'infrastructure de la Défense SUD-EST ou son délégataire selon la décision de délégation de signature en vigueur au jour de la notification du marché

3.1.2 Maitrise d'ouvrage déléguée

☒ Sans objet pour cette opération

3.1.3 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le pôle de conduite d'opérations de Toulouse représenté par le chef de pôle.

3.2 La maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le responsable physique du marché ainsi que son suppléant sont nominativement désignés à l'article 4 de l'acte d'engagement. Le responsable physique du marché sera l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opération du pôle conduite d'opération de Toulouse.

Il doit assister à toutes les réunions et visites au rythme et aux conditions précisées par le présent CCAP ou selon les nécessités du chantier. Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est établi en ce sens.

En cas de remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant, de nouveaux interlocuteurs devront être proposés pour acceptation à la maîtrise d'ouvrage dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, en cas d'absence de décision expresse du maître d'ouvrage, le remplaçant n'est pas considéré comme accepté.

3.3 Autres intervenants

3.3.1 Contrôle Technique

☐ Sans objet.

☐ Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

☒ Le maître d'ouvrage a attribué le contrôle technique de l'opération à l'entreprise SOCOTEC.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation. En plus des missions de base L et S, le maître d'ouvrage a confié les missions complémentaires suivantes au contrôleur technique :

- ✓ Mission L ;
- ✓ Mission S ;
- ✓ Mission PHH
- ✓ Mission TH
- ✓ Mission LE

3.3.2 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

☐ Sans objet.

☐ La coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

☒ Le maître d'ouvrage a attribué la coordination sécurité et protection de la santé de l'opération à l'entreprise ALPES CONTROLES.

L'opération relève de la catégorie ☐ 1 ☒ 2 ou ☐ 3, conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur

SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

3.3.3 Coordination des systèmes de sécurité incendie

☒ Sans objet.

3.3.4 Ordonnancement Pilotage et Coordination

☐ Sans objet.

☐ La mission d'OPC est confiée au maître d'œuvre dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre.

☐ La mission d'OPC sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

☒ Le maître d'ouvrage a attribué la coordination sécurité et protection de la santé à DELTEXPLAN

3.3.5 Inspection du travail

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail. Ses coordonnées sont les suivantes :

Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75509 PARIS CEDEX 15

4 Confidentialité – Mesures de sécurité

4.1 Prestations intéressant la Défense

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG-MOE.

Restrictions diverses : Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

4.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire est soumis à l'application de l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.3 Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au RPA d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

4.4 Mesures particulières de sécurité

Il est fait application de l'article 5.3 du CCAG-MOE.

5 Mesures prises au titre de l'achat responsable

5.1 Dispositions sociales prises au titre du marché

5.1.1 Clauses d'insertion sociales, clause du militaire blessé et clause d'incitation à l'activité de réserve et à la garde nationale

☒ Sans objet au titre du marché de maîtrise d'œuvre.

☐ Les dispositions de l'article 18-1 du CCAG-MOE s'appliquent : il sera réalisé une action d'insertion sociale permettant à un militaire blessé d'effectuer un stage de découverte au sein de l'entreprise.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fournie par le soumissionnaire lors de la remise de son offre.

Le volume exigé est d'un à trois mois de stage, à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines de l'entreprise souhaitable. À cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans les locaux du maître d'œuvre en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage.

Le contrôle et l'évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale est conforme aux prescriptions de l'article 18-1 du CCAG-MOE.

5.1.2 Clauses incitatives

5.1.2.1 Certification « Relations Fournisseurs Responsable » (RFR) et de labellisation « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR)



Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :

Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

5.1.2.2 Certification de Bonne Exécution du marché (CBEM)

Le maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent marché ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat est conditionnée par : (liste non exhaustive) :

- ✓ la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s si elle est conforme aux stipulations contractuelles ;
- ✓ la relation commerciale se révélant de qualité ;
- ✓ la non-application de pénalités pour retard ;
- ✓ l'absence de résiliation aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service en charge du suivi de l'exécution des prestations.

5.1.2.3 Clause d'incitation à une démarche de labellisation « Egalité professionnelle femme-homme »

Créé en 2004, le Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes vise à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles.

Ce label, propriété de l'Etat, permet à la structure candidate ou labellisée d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les modifier le cas échéant. Délivrées par AFNOR Certification, il reconnaît et fait connaître les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le ministère des Armées s'est vu décerner par l'AFNOR, le 24 mai 2022, le label « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » récompensant l'engagement des armées, directions et services pour l'ensemble des actions mises en place en faveur de la cohésion sociale, l'inclusion, l'égalité des chances et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Aussi, afin d'inciter ses partenaires économiques à promouvoir l'égalité femmes-hommes, la démarche de labellisation du candidat est valorisée au titre du critère d'attribution « Achat Responsable » de cet accord-cadre.

5.2 Dispositions environnementales prises au titre du marché

☒ Sans objet au titre du marché de maîtrise d'œuvre.

☐ Les dispositions de l'article 18-2 du CCAG-MOE s'appliquent :

6 Mission de maîtrise d'œuvre

6.1 Définition des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

6.1.1 Mission de base

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants :

- ✓ AVP études d'avant-projet ;
- ✓ PRO études de projet ;
- ✓ ACT assistance à la passation des marchés de travaux ;
- ✓ EXE ou VISA études d'exécution ou examen de leur conformité au projet et visa :
 - ☒ visa ☐ visa partiel et études d'exécution partielles ☐ études d'exécution intégrales ;
- ✓ DET direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- ✓ AOR assistance aux opérations de réception ;

6.1.2 Autre(s) mission(s) de maîtrise d'œuvre

☐ Sans objet.

☒ Les études de diagnostic sont :

☐ confiées au maître d'œuvre ☐ confiées à un autre prestataire ☒ déjà réalisées

En sus de la mission de base, le maître d'œuvre réalisera également les éléments de mission suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP :

☐ OPC - Ordonnancement Pilotage et Coordination

☒ Sans objet

6.1.3 Missions complémentaires

☐ Sans objet.

☒ Le maître d'œuvre réalise également les éléments de missions complémentaires suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP :

- ✓ CSSI Mission de coordination des systèmes de sécurité incendie
- ✓ GBF Garantie de bon fonctionnement

6.2 Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

6.3 Décomposition en tranches

Sans objet.

7 Démarrage de la mission

7.1 Réunion de lancement

La convocation à la réunion de lancement s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage. Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

La réunion a lieu dans les locaux de l'USID de Toulouse ou bien dans les locaux du site sur lequel sera réalisé le chantier.

7.2 Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- ✓ les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- ✓ les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.) ;
 - les diagnostics amiante et pollution ;
 - les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G1 – Etude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
 - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc. ;
 - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
 - les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site ;
- ✓ ses éventuelles exigences d'obtention de labels ;
- ✓ toute information relative à la protection des données personnelles.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

8 Modalités d'exécution du marché

8.1 Communication entre les parties

8.1.1 Communication au titulaire (Ordre de service)

En précision de l'article 3.8 du CCAG MOE, toutes décisions ou communications du maître d'ouvrage ou de son représentant est transmise directement par **un ordre de service (OS)**. Cet OS peut être notifié par tous moyens de transmission numériques ou matériels permettant la traçabilité de cet envoi.

La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre confirmeront la ou les adresses électroniques vers lesquelles seront adressés les courriers électroniques.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

8.1.2 Communication du titulaire

Toute communication au maître d'ouvrage est réalisée par tout moyen de transmission numérique permettant de donner une date/heure certaine.

Cependant, le maître d'ouvrage peut demander au maître d'œuvre la transmission des documents par voie postale en supplément de la transmission numérique ci-dessus sans que le maître d'œuvre ne puisse réclamer une indemnité.

8.1.3 Compte-rendu de réunion

Les comptes rendus des réunions sont établis par le maître d'ouvrage et adressés au maître d'œuvre dans un délai de cinq jours ouvrés pour avis (transmission pour tout moyen numérique ou matériel permettant une date certaine). Le maître d'œuvre doit reprendre les remarques du maître d'ouvrage dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception de ces dernières (transmission pour tout moyen numérique ou matériel permettant une date certaine).

Les comptes rendus des réunions valent accord des décisions prises au cours de ces réunions, décisions qui s'imposent alors au maître d'œuvre sans qu'il ne soit besoin d'un ordre de service.

8.2 Réunions entre les parties

8.2.1 En phase conception

La convocation à la première réunion de conception s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage. Pour les réunions suivantes, par principe le compte-rendu de la réunion précédente indique la nouvelle date de convocation. Néanmoins, un ordre de service pourra être rédigé et notifié au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

Les réunions de conception ont lieu dans les locaux de l'USID de Toulouse ou bien dans les locaux du site sur lequel sera réalisé le chantier.

La fréquence des réunions de conception est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage. Elle est généralement mensuelle mais les réunions pourront être plus rapprochées le cas échéant. Dans ce cas, le maître d'œuvre ne peut prétendre ni à indemnité, ni à supplément de prix.

D'autres intervenants peuvent également assister à ces réunions, notamment lorsque ces réunions font l'objet de mises au point techniques avec les utilisateurs afin de prendre en compte les adaptations indispensables.

Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

8.2.2 En phase réalisation

Les réunions d'avancement sont des réunions de coordination entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Elles n'ont pas vocation à servir de réunion de chantier réunissant tous les corps d'état.

Les réunions d'avancement ont pour objet de traiter des études d'exécution et de toutes les difficultés liées à l'exécution du marché, de gérer l'interface fonctionnelle et technique avec le fonctionnement du futur ouvrage et de gérer les demandes diverses d'accès au site. Elles sont animées par le maître d'ouvrage.

La convocation à la première réunion de réalisation s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage.

Pour les réunions suivantes, par principe le compte-rendu de la réunion précédente indique la nouvelle date de convocation. Néanmoins, un ordre de service pourra, être rédigé et notifié au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

Les réunions d'avancement ont lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont systématiquement précédées d'une visite de chantier et d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

La fréquence des réunions est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage. Elle est généralement mensuelle mais les réunions pourront être plus rapprochées le cas échéant. Dans ce cas, le maître d'œuvre ne peut prétendre ni à indemnité, ni à supplément de prix.

D'autres intervenants peuvent également assister à ces réunions, notamment lorsque ces réunions font l'objet de mises au point techniques afin de prendre en compte les adaptations indispensables.

Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

8.2.3 En phase suivi des garanties

Il n'est pas prévu de réunion durant cette phase, néanmoins en cas de besoin, des réunions seront initiées par le maître d'œuvre.

8.3 Démarche BIM et maquette numérique

☒ L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM

☐ L'opération fait l'objet d'une démarche BIM, décrite dans le cahier des charges BIM

Dans le cadre de ce marché, le BIM est défini comme la méthode de travail basée sur la collaboration autour d'une maquette numérique. Les objectifs et les cas d'usage poursuivis par le maître d'ouvrage en matière de BIM sont définis dans le cahier des charges BIM de l'opération. Ils sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération. Le maître d'œuvre réalise sa mission conformément à la convention BIM.

Les niveaux de définition de la maquette numérique et les livrables qui en sont extraits sont établis en cohérence avec les phases de conception telles que précisées dans le CCTP, conformément aux dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique et de l'annexe 20 du même code précisant les modalités

techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

8.4 Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

8.4.1 Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Etudes d'avant-projet	2
Etudes de projet	3
Dossier de consultation des entreprises	1
Rapport d'analyse des candidatures et/ou des offres	1
Dossier des ouvrages exécutés	3

8.4.2 Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études fixés sont définis de la manière suivante :

	Point de départ des délais de présentation des études
Etudes d'avant-projet	Date indiquée dans l'ordre de service <i>A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.</i>
Etudes de projet	
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs

8.4.3 Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Le délai d'exécution des études de conception commence à la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations jusqu'à l'admission des études de projet (PRO).

Le délai d'exécution de chacun des éléments de mission court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Pour les éléments de mission comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Au sens de l'article 20.2 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage dispose des délais suivants pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Les délais d'exécution des missions du maître d'œuvre sont fixés ci-dessous.

Élément de mission	Délai d'exécution	Délai de validation maximum (contractuel)
AVP (APS-APD)	4 mois à compter de la réception de l'ordre de service	8 semaines à compter de la réception de AVP
PRO – Études de PRO	2 mois à compter de la réception de l'ordre de service	8 semaines à compter de la réception du PRO
ACT – Dossier de consultation des entreprises	1 mois à compter de la réception de l'ordre de service	4 semaines à compter de la réception du DCE
ACT – Rapport d'analyse des candidatures	Une semaine à compter de la réception des candidatures	4 semaines à compter de la réception du rapport
ACT – Pré-rapport correspondant à l'analyse de toutes les offres accompagnées des demandes de précisions / négociations à adresser aux candidats	2 semaines à compter de la réception de la réception des offres	4 semaines à compter de la réception de l'analyse des offres
ACT – Rapport définitif correspondant à la remise de l'analyse définitive et consolidée des offres, avec ou sans négociation	2 semaines à compter de la réception des réponses aux demandes de précisions / négociations	4 semaines à compter de la réception du rapport d'analyse définitif
VISA / EXE	Durée des travaux y compris période de préparation	
DET	Durée des travaux y compris période de préparation	
AOR – Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines à compter de la réception de l'ordre de service	4 semaines à compter de la réception du DOE

Les délais de validation estimés ne prennent pas en compte le mois d'août ni les deux dernières semaines de décembre.

Le point de départ des délais de validation du maître d'ouvrage indiqués dans le tableau ci-dessus court à compter de la date de livraison effective de la totalité de la prestation et /ou de la remise de la totalité du livrable attendu. Tout livrable considéré comme incomplet ne saurait faire courir le délai de validation.

8.4.4 Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ✓ ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- ✓ réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- ✓ rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

8.5 Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux :

- ☐ en marchés allotis par corps d'états
- ☒ en marchés allotis par regroupement de corps d'état

- ☐ à une entreprise générale ou un groupement momentané d'entreprises si les conditions de dérogation à l'allotissement définies à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique sont remplies avant le démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon la procédure suivante :

- ☐ marché à procédure adaptée, ouvert ou restreint, sans négociation
- ☒ marché à procédure adaptée, ouvert ou restreint, avec négociations requérant l'assistance du maître d'œuvre
- ☐ appel d'offres ouvert ou restreint

Le maître d'œuvre inclut obligatoirement des clauses relatives à l'achat responsable (à portée sociale et environnementale) dans l'ensemble des marchés de travaux.

- Durant la publicité :

Le maître d'œuvre devra participer à l'organisation des visites obligatoires et en assurera l'organisation dans les conditions prévues par le(s) règlement(s) de consultation des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre doit communiquer un projet de réponse au maître d'ouvrage pour chaque question technique posée par les opérateurs économiques aux marchés de travaux.

- Durant l'analyse :

Lors de l'analyse des candidatures et des offres, une connaissance approfondie ainsi qu'une stricte application de la réglementation relative à la commande publique sont attendues du maître d'œuvre.

Toute demande complémentaire formulée en ce sens pour la composition du rapport devra être accomplie par le maître d'œuvre et rémunérée sur la base du seul forfait de rémunération.

Pour l'établissement du rapport d'analyse, le maître d'œuvre devra faire usage des trames et modèles fournis par le maître d'ouvrage, et devra répondre au degré d'exigence imposé. Il ne saurait se prévaloir d'une charge de travail qu'il n'a pu anticiper et reprendra autant de fois que nécessaire le ou les documents attendus.

L'analyse des candidatures et offres est susceptible de se décomposer en plusieurs phases. Le maître d'œuvre devra en conséquence proposer autant de documents d'études que de phases d'analyse, dans le respect des règles et des finalités prévues par la réglementation relative à la commande publique.

Les phases d'analyse susceptibles de s'appliquer sont les suivantes :

- Analyse des candidatures (est réputée comprendre l'ouverture des plis) ;
- Analyse des offres avant négociation ;
- Établissement d'un plan de négociation applicable à chaque offre pré retenue ;
- Analyse des offres après négociation.

Pour l'analyse des candidatures et offres (avant et après négociation, le cas échéant), un tableau d'analyse comparative ainsi qu'un rapport exhaustif est à remettre.

Il est attendu une formulation écrite, une grammaire complète et le respect des règles d'orthographe. A défaut, le rapport sera retourné au maître d'œuvre sans octroi de délai supplémentaire.

Le maître d'œuvre doit analyser chaque offre selon une méthodologie unique. Pour ce faire il doit notamment :

- Identifier les attentes de l'administration pour chaque capacité technique et professionnelle, critère et/ou sous critère ;
- Confronter chaque candidature/offre à ces attentes et en conclure sur leurs avantages ou carences ;
- Identifier de manière précise la singularité de chaque candidature/offre ;
- Proposer un cadre de mémoire technique sur la base desquelles les entreprises devront ou pourront répondre (analyse des offres uniquement) ;
- Proposer une analyse détaillée des candidatures et offres, critère par critère (et sous-critère le cas échéant), de 1 500 caractères minimum par critère/s (et sous critère le cas échéant).

A noter :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander la production d'une première analyse des offres anticipée portant sur une partie des lots du marché (ex : « petits lots », mise en concurrence anticipée sur lot déconstruction/désamiantage...). Ce premier rapport ne saurait donner lieu à aucune évolution du prix forfaitaire.

L'ajournement des prestations ne saurait donner droit à des délais d'exécution complémentaires.

8.6 Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux (DET)

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du CCAG-TVX approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

8.6.1 Réunions de chantier

Pour exercer le contrôle général des travaux il est imposé un minimum d'une réunion de chantier par semaine avec les différents entrepreneurs. Cette réunion de chantier est obligatoirement décorrélée du jour de la visite de contrôle inopinée définie ci-après.

Le maître d'œuvre est seul responsable de la conduite des réunions de chantier.

Le maître d'ouvrage est invité aux réunions de chantier par le maître d'œuvre. Il est libre d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le maître d'œuvre établit et diffuse les comptes rendus dans un délai de 5 jours à compter de la réunion. Le maître d'ouvrage est destinataire des comptes rendus des réunions de chantier. Ces comptes rendus doivent à minima mentionner l'avancement des travaux.

8.6.2 Visites de contrôle inopinées

Le maître d'œuvre doit effectuer au minimum une visite de contrôle inopinée par semaine. Cette visite de contrôle aura lieu à un jour différent chaque semaine. Le titulaire établit et diffuse le compte-rendu dans un délai de 48 heures à compter de sa visite. Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant.

Tout évènement susceptible d'entraîner des difficultés et tout incident doit être immédiatement signalé au maître d'ouvrage.

8.6.3 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- ✓ porte sur la notification des dates des commencements des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- ✓ entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

8.6.4 Agrément des sous-traitants des entreprises chargées de l'exécution des travaux

Le maître d'œuvre reçoit communication des demandes d'agrément reçues des entrepreneurs.

Il doit s'assurer du respect de la pleine composition du dossier de demande d'agrément conformément aux dispositions des cahiers des charges leur étant applicable, et des capacités économiques, techniques et professionnelles de l'opérateur économique présenté. Il doit également s'assurer de la compatibilité des montants des actes spéciaux avec les montants disponibles des marchés de travaux.

Le délai d'analyse du dossier est de 3 jours ouvrés.

Tout acte spécial en plus ou moins-value devra faire l'objet d'un visa du maître d'œuvre.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur imposera aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>). Le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre aura un accès pour la validation des sous-traitants.

8.6.5 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

8.6.6 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

8.7 Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)

8.7.1 Opérations préalables à la réception (OPR)

Dans le respect du CCAG Travaux, à l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre veillera à :

- ✓ convoquer les titulaires des marchés de travaux,
- ✓ inviter le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception.

La proposition de réception est adressée au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours maximum après les opérations préalables à la réception.

8.7.2 Levée des réserves

Le maître d'œuvre doit, durant la période de levée des réserves, assurer des réunions et/ou des visites de contrôles au minimum hebdomadaires. Le maître d'œuvre établit et diffuse le compte-rendu de réunion ou de visite dans un délai de 48 heures à compter de sa visite. Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant et est adressé par ordre de service à/aux l'entrepreneur(s) concerné(s). Ce compte-rendu doit à minima mentionner le suivi de l'avancement des réserves, les actions pour lever les réserves assorties d'un délai.

Des procès-verbaux de levée partielle des réserves sont adressés au maître d'ouvrage ainsi que le PV de levée final, afin que ce dernier rédige et adresse les décisions correspondantes.

9 Utilisation des résultats – propriété intellectuelle

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, notamment les plans et photographies, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

L'auteur jouit également du droit au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre, à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Par dérogation à l'article 24.6.3 le maître d'œuvre ne peut librement publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité fixées au présent CCAP et de l'accord express et préalable du maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage se prononcera sur son accord quant à la mention de son nom lors de la publication.

Au sens de l'article 24.7 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage ou le tiers désigné ne prévoient pas d'exploitation commerciale des résultats.

10 Délais particuliers

10.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément aux dispositions décrites dans les marchés de travaux faisant référence au C.C.A.G travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Le titulaire du marché de travaux remet au maître d'œuvre via CHORUS PRO avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci. Ce projet est établi conformément au modèle qui sera remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le montant du projet d'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur

Le délai de vérification par le maître d'œuvre et de transmission à la conduite d'opération du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 (cinq) jours à compter de la date de dépôt dans CHORUS PRO. Ce délai s'arrête quand le projet de décompte mensuel est complet et exploitable par les services comptables de l'Etat.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. Le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage le décompte mensuel.

La notification du décompte mensuel par voie dématérialisée (chorus pro) doit intervenir dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la réception de la date de demande de paiement mensuelle. L'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux mentionnée dans le marché de travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

10.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et transmis via CHORUS PRO (conformément aux dispositions décrites dans les marchés de travaux et en référence au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux).

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit le décompte général afin de le transmettre au maître de l'ouvrage (dans les conditions définies dans les marchés de travaux et selon les références au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux).

Les délais de vérification du projet de décompte final par le maître d'œuvre et de transmission à la conduite d'opération du décompte général sont fixés à 7 (sept) jours à compter du dépôt dans CHORUS PRO. Ce délai s'arrête quand le décompte général est complet et exploitable par les services comptables de l'Etat.

10.3 Instruction des mémoires de réclamation

Par dérogation à l'article 55 du CCAG travaux, le délai global d'instruction des mémoires en réclamation est porté à **45 (quarante-cinq) jours** à compter de la date de réception du mémoire en réclamation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage par application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Afin de permettre à la maîtrise d'ouvrage de prendre une décision, le maître d'œuvre devra fournir au maître d'ouvrage **un avis détaillé, argumenté et chiffré sur le mémoire de réclamation dans un délai de 10 (dix) jours** à compter de la réception de celui-ci.

10.4 Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception (OPR) se déroulent conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La méthode de recueil des observations, le cadre de suivi ainsi que le planning détaillé des OPR seront soumis à l'approbation du maître de l'ouvrage, préalablement à leur déroulement. Pour ce faire, le planning sera fourni dans un délai de **15 (quinze) jours** minimum avant la tenue des OPR.

10.5 Visa des documents d'exécution

Le délai de l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entreprises et leur visa est fixé à **10 (dix) jours calendaires** après remise des documents au maître d'œuvre, tant au stade de la période de préparation des travaux qu'au stade de leur exécution.

10.6 Période de Garantie de Parfait Achèvement

Le maître d'œuvre, au titre de sa mission de base, s'assurera de remédier à l'ensemble des désordres constatés durant le délai de GPA. Il émettra tout avis technique nécessaire au traitement des désordres, sur demande du maître d'ouvrage ou constaté suite aux visites effectuées.

Il émettra les ordres de service utiles auprès des entreprises concernées et apportera son expérience technique au maître d'ouvrage. Sa mission, au titre de la GPA sera, le cas échéant, prolongée d'autant que le délai de celle-ci en cas de prolongation décidée par le maître d'ouvrage sans rémunération complémentaire.

L'avis technique sera émis dans un délai de **48 (quarante-huit) heures** à compter de la saisine de du maître d'ouvrage ou de la visite. Le maître d'œuvre établira les ordres de service dans un délai de **48 (quarante-huit) heures** maximum demandant aux entreprises de traiter les désordres constatés.

La résolution de problèmes complexes, fera l'objet de réunions contradictoires organisées par le maître d'ouvrage, auxquelles le maître d'œuvre devra obligatoirement participer.

D'autre part, il effectuera a minima une visite de fin de GPA **4 (quatre) semaines** avant l'expiration du délai de celle-ci.

11 Modifications en cours d'exécution du marché

11.1 Nature des modifications

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase réalisation, relèvent d'une des trois catégories ci-après :

- ✓ **1^{ère} catégorie** : Modifications ne résultant pas d'une modification du besoin initial : imprévus ou imprécisions des études précédentes, modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, erreur dans la direction de l'exécution des travaux et toute autre modification que celle énoncées dans les catégories 2 et 3.
- ✓ **2^{ème} catégorie** : Modifications résultant d'une modification du besoin initial : ces modifications doivent être initiées par le maître d'ouvrage ou acceptées par lui sur proposition du maître d'œuvre.
- ✓ **3^{ème} catégorie** : Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage par suite d'un aléa présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

11.2 Rapport du maître d'œuvre

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établit, dans les 10 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître d'ouvrage précisant :

- ✓ Les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- ✓ La ou les solutions que propose le maître d'œuvre ;
- ✓ Les conséquences techniques de chaque solution ;
- ✓ L'estimation financière des travaux à réaliser ;
- ✓ L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation des travaux ;
- ✓ L'avis de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-avant ;
- ✓ L'éventuelle incidence financière sur la rémunération du titulaire.

11.3 Décision du maître d'ouvrage

La décision du maître d'ouvrage est notifiée au titulaire dans les 15 (quinze) jours suivant la présentation du rapport objet du paragraphe 10.2 ci-dessus.

En cas de modification(s) du besoin initial décidée(s) par le maître d'ouvrage, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant pour déterminer – par la négociation – les incidences éventuelles tant sur les délais que sur le coût prévisionnel des travaux et la rémunération correspondante du titulaire du présent marché.

Faute d'accord permettant la conclusion d'un avenant, il est statué par décision du maître d'ouvrage. Cette décision est susceptible de recours dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 35 du CCAG-MOE.

11.4 Conséquences des modifications en phase conception

11.4.1 Modifications de 1^{ère} catégorie

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au besoin initial sans modification de l'enveloppe financière (APS et APD inclus) ou du coût prévisionnel des travaux (PRO), ni supplément de rémunération.

11.4.2 Modifications de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie

Ces modifications peuvent donner lieu à modification de l'enveloppe financière travaux initiale ou du coût prévisionnel des travaux et du forfait de rémunération. L'absence de rapport établi par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 10.2 ci-dessus entraîne le renoncement du maître d'œuvre à ces dispositions.

Conformément aux dispositions de l'article 10.3 ci-dessus, le maître de l'ouvrage notifie sa décision accompagnée le cas échéant d'une proposition d'avenant qui prend en compte les modifications concernées et qui détermine les incidences financières éventuelles portant soit sur l'enveloppe financière travaux initiale, soit sur le coût prévisionnel des travaux, ainsi que sur la rémunération du titulaire.

Le forfait de rémunération et l'enveloppe financière travaux ou le coût prévisionnel des travaux doivent figurer dans l'avenant aux conditions économiques du mois Mo (Mo études) fixé dans l'acte d'engagement.

Les études devenues caduques suite à des suppressions de prestations du besoin initial sont rémunérées à hauteur des études réellement effectuées avec un abattement de 10%.

Les autres études sont rémunérées en fonction des éléments de mission à réaliser et des taux élémentaires figurant dans l'acte d'engagement. Le point de départ des études correspondantes commence à l'élément de mission immédiatement postérieur à celui pendant lequel se produit la notification de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur de modification des prestations.

11.5 Conséquences des modifications en phase exécution des travaux

11.5.1 Modifications de 1^{ère} catégorie

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modification du coût de réalisation des travaux ni supplément de rémunération.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport prévu au 10.2 ci-dessus, le maître d'ouvrage notifie sa décision sur les modifications, et éventuellement le montant des retenues provisoires à effectuer sur les prochains acomptes en application des dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Ces modifications de 1^{ère} catégorie sont comptabilisées dans le calcul du coût constaté à comparer avec le coût de réalisation des travaux.

11.5.2 Modifications de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie

Ces modifications peuvent donner lieu à évolution du forfait de rémunération. Si leurs cumuls dépassent le seuil de 3%, en plus ou en moins, de la valeur initiale du coût de réalisation des travaux (valeur Mo Etudes), alors ces modifications ne sont pas comptabilisées dans le coût constaté des travaux.

En dehors de la clause prévue au premier alinéa du présent paragraphe, les modifications sont prises en compte dans le cadre d'un avenant conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-MOE. Cet avenant prend en compte les modifications décidées par la maîtrise d'ouvrage ainsi que les incidences en résultant en matière de délais, de coût de réalisation des travaux et de rémunération correspondante.

12 Achèvement de la mission

La mission de base du maître d'œuvre s'achève à la fin de la partie technique délai de "Garantie de Parfait Achèvement" (telle que définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai en cas de désordre déclaré et non encore traité ou si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient à la date « au plus tard » entre la fin du délai de GPA ou la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 Rémunération du maître d'œuvre – Variation des prix

13.1 Mois d'établissement des prix

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 mentionné à l'acte d'engagement.

13.2 Nature des prix

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire inscrit à l'acte d'engagement.

Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

13.3 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/MOE, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

13.4 Engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux

1) Définition de l'enveloppe financière du maître d'ouvrage affectée aux travaux

Le maître d'ouvrage fixe la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'ensemble des travaux [**CEnv**].

Celle-ci figure dans l'acte d'engagement, en valeur du mois M0 (M0 études) indiqué également dans l'acte d'engagement.

L'enveloppe financière est le montant maximum consacré par le maître d'ouvrage (hors seuil de tolérance, aléas, rémunération des marchés connexes, assurances, études complémentaires, intérêts moratoires, frais de voiries, concessionnaires, mobilier etc).

2) Établissement du coût prévisionnel (Co et CPD)

Le coût prévisionnel des travaux (**Co**) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- Des frais éventuels de contrôle technique ;
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Des frais d'autres prestations intellectuelles éventuelles (géomètre, AMO ...) ;
- De la prime éventuelle de l'assurance dommage et CCRD ;
- De tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux (Co) est fixé dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé également dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif des travaux [**CPD**] sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

Si $CPD > Co$: si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'AVP est supérieur au coût prévisionnel des travaux fixé à l'acte d'engagement sur la base des conditions économiques du mois M0, le maître d'ouvrage peut :

- Refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet dont le coût est inférieur ou égal à Co ;
- D'admettre les prestations du maître d'œuvre et l'augmentation du coût prévisionnel définitif des travaux par ordre de service à prix d'attente puis par avenant.

Si $CPD \leq Co$: si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'AVP est inférieur ou égal au coût prévisionnel des travaux fixé à l'acte d'engagement sur la base des conditions économiques du mois M0, le maître de l'ouvrage arrête par ordre de service le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

3) Taux de tolérance et établissement du seuil n°1

Le coût prévisionnel des travaux (Co) est assorti d'un taux de tolérance ($X1$), qui permet de définir un seuil de tolérance.

Le seuil de tolérance sur coût prévisionnel (**SCP1**) est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance :

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

- Le taux de tolérance $X1$ est fixé à 4%
- Le seuil de tolérance SCP1 est égal à $SCP1 = (1+X1)*CPD$

À la suite de l'élément de mission APD, l'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet qu'il conçoit reste inférieur ou égal au seuil de tolérance.

Chaque fois que le maître d'œuvre constate que son projet ne respecte pas le seuil de tolérance et avant même de connaître le résultat de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit en informer le maître d'ouvrage et reprendre gratuitement ses études si celui-ci le lui demande.

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les 3 catégories suivantes :

- ✓ **1^{ère} catégorie** : Modifications ne résultant pas d'une modification du besoin initial : imprévus ou imprécisions des études précédentes, modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, erreur dans la direction de l'exécution des travaux et toute autre modification que celle énoncées dans les catégories 2 et 3.
- ✓ **2^{ème} catégorie** : Modifications résultant d'une modification du besoin initial : ces modifications doivent être initiées par le maître d'ouvrage ou acceptées par lui sur proposition du maître d'œuvre.
- ✓ **3^{ème} catégorie** : Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage par suite d'un aléa présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont arrêtés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions de respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP1.

A contrario, les modifications de catégorie 2 et 3 seront prises en compte pour le calcul du respect des engagements financiers du maître d'œuvre, notamment pour l'appréciation du respect du seuil de tolérance SCP1 (augmentation du seuil).

4) Application du seuil de tolérance SCP1

Hypothèse 1 : $CR > SCP1$

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, c'est à dire après réception et discussion du rapport d'analyse des offres établi par le maître d'œuvre, le coût de référence (CR) dépasse le seuil de tolérance SCP1, le maître d'ouvrage peut :

- Demander au maître d'œuvre d'adapter ses études conformément au programme initial, sans

rémunération complémentaire dans le délai prescrit par le maître d'ouvrage.

- Cette adaptation doit permettre d'aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises en cas de nouvelle(s) procédure(s) ou à une base de négociation avec les candidats (en cas de procédure permettant la négociation). La négociation ne saurait sensiblement modifier les conditions initiales de mise en concurrence.
 - Si le maître d'œuvre ne trouve pas de solution pour respecter cette dernière attente, il peut être considéré comme défaillant et le présent marché peut être résilié conformément à l'article 30 du CCAG/MOE. Si la reprise des études est ordonnée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut être autorisé à dégrader les prestations prévues aux CCTP des marchés de travaux. S'il en résulte une baisse du coût de référence [CR], un avenant sera conclu afin d'ajuster, proportionnellement au nouveau coût de référence issu de la nouvelle mise en concurrence, la rémunération des éléments de missions relatifs à la réalisation de l'opération, sur la base des prix unitaires inscrits à la DPGF du marché.
- Accepter l'augmentation du coût prévisionnel des travaux et notifier les marchés de travaux.

Hypothèse 2 : $CR \leq SCP1$

Si le coût de réalisation des travaux [CR] est inférieur ou égal au seuil de tolérance 1 [SCP1], le maître de l'ouvrage notifie les marchés de travaux.

5) Définition du coût de référence (CR)

A l'issue de la mission ACT, lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux de l'ensemble de l'opération, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CR) comme suit.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, y compris les variantes, économiquement les plus avantageuses, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 études du marché de maîtrise d'œuvre (numérateur) et au mois M0 des offres travaux (dénominateur).

En cas de désaccord sur l'offre économiquement la plus avantageuse, la décision du maître d'ouvrage s'impose au maître d'œuvre.

6) Définition du coût de réalisation des travaux (CRT)

Le coût de réalisation des travaux [CRT] est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux et est établi sur la base des conditions économiques du mois M0 travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux [CRT].

7) Etablissement du seuil de tolérance n°2 (SCP2)

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance (X2), qui permet de définir un seuil de tolérance SCP2.

Le seuil de tolérance SCP2 est égal au coût de réalisation des travaux CRT majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

- Le taux de tolérance X2 est fixé à 3%
- Le seuil de tolérance SCP2 est égal à $SCP2 = (1+X2) * CRT$

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivantes les 3 catégories suivantes :

- ✓ **1^{ère} catégorie** : Modifications ne résultant pas d'une modification du besoin initial : imprévus ou imprécisions des études précédentes, modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, erreur dans la direction de l'exécution des travaux et toute autre modification que celle énoncées dans les catégories 2 et 3.
- ✓ **2^{ème} catégorie** : Modifications résultant d'une modification du besoin initial : ces modifications doivent être initiées par le maître d'ouvrage ou acceptées par lui sur proposition du maître d'œuvre.

- ✓ **3^{ème} catégorie** : Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage par suite d'un aléa présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont arrêtés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions de respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP2.

A contrario, les modifications de catégorie 2 et 3 peuvent être prises en compte pour le calcul du respect des engagements financiers du maître d'œuvre, notamment pour l'appréciation du respect du seuil de tolérance SCP2 (augmentation du seuil).

8) Travaux supplémentaires en phase exécution

Les travaux supplémentaires ou modificatifs ayant une incidence financière doivent recueillir l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage.

Cet accord porte sur une fiche technique modificative (FTM) ou sur un projet d'ordre de service soumis à l'avis de la maîtrise d'ouvrage. Ce document doit comporter le coût des travaux supplémentaires ou modificatifs, évalué soit à partir d'un devis de l'entreprise, soit à défaut par une estimation établie par le maître d'œuvre.

Dans le cas d'un devis de l'entreprise, celui-ci est analysé et éventuellement corrigé par le maître d'œuvre.

Dans tous les cas, les montants sont exprimés suivant les conditions économiques du mois M0 du marché de travaux.

Le montant des travaux modificatifs ou supplémentaires doit faire l'objet d'une décomposition du prix forfaitaire. Celle-ci utilise les prix d'unités figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou du bordereau des prix unitaires du marché de travaux concerné, complétés éventuellement de prix nouveaux pour des prestations pour lesquelles le maître d'œuvre ne dispose d'aucune référence dans le marché.

Lorsque des travaux sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit rechercher des économies en contrepartie de ces travaux.

9) Coût constaté des travaux (Cc)

A l'issue des travaux, le coût constaté [Cc] des travaux est le montant, en valeur M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix.

Il résulte des décomptes généraux et définitifs et comprend les avenants passés en cours de chantier ou en fin de travaux et inclut les réclamations admises par le maître d'ouvrage, en accord avec les entrepreneurs, à l'exclusion des sujétions techniques imprévues.

En cas de désaccord sur l'admission des réclamations, la décision souveraine du maître d'ouvrage l'emporte. Le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir d'un quelconque préjudice subi.

10) Réfaction [R] pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté des travaux [Cc], est supérieur au seuil de tolérance SCP2, le maître d'œuvre peut supporter une réfaction [R].

La réfaction est calculée comme suit :

$$R = (Cc - SCP2) \times \text{Taux}$$

Dans laquelle :

- R = le montant de la réfaction ;
- Cc = le coût constaté des travaux ;
- SCP2 = le seuil de tolérance SCP2 ;
- Taux = le résultant du rapport FP/CO dans lequel :
 - o FP = forfait provisoire de rémunération fixé à l'acte d'engagement ;
 - o CO = coût prévisionnel des travaux fixé à l'acte d'engagement

Conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette réfaction ne peut excéder 15% (quinze pour cent) du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés des travaux.

11) Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages [CRT] augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux correspondant à des modifications de programme demandées par le maître d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires provisoires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'ACT, suivant les modalités de calcul précisées au point 10 « Réfaction pour dépassement du seuil de tolérance ».

12) Échéancier prévisionnel de paiement des marchés de travaux

Le maître d'œuvre, en lien avec le responsable de la mission OPC, le cas échéant, produit et met à jour un échéancier prévisionnel financier de l'opération de la phase APS jusqu'à la réception des travaux.

Ce document, présente sous la forme de tableau, décrit dans le temps et par poste, l'ensemble des coûts des marchés de travaux, de leur notification jusqu'à leur réception. La trame de cet échéancier est établie en accord avec le maître d'ouvrage et est mise à jour tout au long de la mission du maître d'œuvre. La structure de cet échéancier est amenée à se développer ou se restructurer en fonction de l'avancée des études et des éventuels arbitrages du maître d'ouvrage.

- En AVP, cet échéancier de paiement comprend la ventilation, par an, du coût prévisionnel définitif des travaux (CPD) ;
- En PRO, cet échéancier de paiement comprend la ventilation, par mois, du coût prévisionnel définitif des travaux, décomposée par lots et sur la base de l'avant métré.
- En ACT,
 - Lors de la remise du DCE : le maître d'œuvre présente le coût prévisionnel des travaux décomposé par lot sur la base de l'avant-métré. A cette tire, le maître d'œuvre remet, en sus des DPGF vierges, des DPGF renseignées comprenant son estimation des quantités et des prix (unitaires et appliquées aux quantités).
 - Lors de la remise de l'analyse des offres, l'échéancier de paiement comprend la ventilation par mois, du coût de référence des travaux (CR), sur la base des calendriers prévisionnels des opérateurs économiques, attributaires des marchés de travaux ;
- En DET et pendant la période de préparation des travaux, cet échéancier de paiement comprend la ventilation, par mois, du coût de référence des travaux, sur la base des échéanciers produits par les entrepreneurs. Cet échéancier de paiement est mis à jour mensuellement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

13.5 Passage des prix provisoires aux prix définitifs

Le forfait provisoire de rémunération (FP) est fixé dans l'acte d'engagement.

Le taux de rémunération « t » résulte du rapport entre FP et CO.

Il est procédé à la fixation du forfait de rémunération définitif des missions de base dès que le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD) est établi, c'est-à-dire à la validation de l'élément de mission AVP sous réserve d'une modification de programme postérieure à la prise des engagements définitifs.

Si l'augmentation du coût prévisionnel des travaux donne lieu à un complément de rémunération du maître d'œuvre, le forfait de rémunération définitif des missions de base est égal, en fonction des catégories ci-après, au produit du taux de rémunération (t) par le coût prévisionnel CPD.

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant en application des articles R.2432-7 et R.2194-1 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

CLASSIFICATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIONS

Lors des études, les modifications dans la consistance du projet sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des trois catégories ci-après :

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les 3 catégories suivantes :

- ✓ **1^{ère} catégorie** : Modifications ne résultant pas d'une modification du besoin initial : imprévus ou imprécisions des études précédentes, modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, erreur dans la direction de l'exécution des travaux et toute autre modification que celle énoncées dans les catégories 2 et 3.

- ✓ **2^{ème} catégorie** : Modifications résultant d'une modification du besoin initial : ces modifications doivent être initiées par le maître d'ouvrage ou acceptées par lui sur proposition du maître d'œuvre.
- ✓ **3^{ème} catégorie** : Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage par suite d'un aléa présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

À l'issue de chaque phase de sa mission le maître d'œuvre soumet à l'approbation du maître d'ouvrage la liste des modifications affectant le projet. Pour chaque poste de la liste, le maître d'œuvre fournit une justification de la modification, l'estimation détaillée de son incidence financière et une proposition argumentée de classement suivant les catégories 1, 2 et 3.

L'estimation de l'incidence financière des modifications est faite suivant les conditions économiques du mois **M₀ études**.

Les modifications de catégorie 1 ne peuvent en aucun cas donner lieu à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre.

13.6 Variation des prix

13.6.1 Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-après.

13.6.2 Mois d'établissement du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois défini en annexe de l'Acte d'Engagement : ce mois est appelé "mois zéro" (**M₀ Etudes**).

13.6.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index « ING Ingénierie »

13.6.4 Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, la révision prévue par l'article 12.3.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (**C**) de révision donné par la formule :

$$C = \left(I_m / I_0 \right)$$

Dans laquelle :

I₀ : Index ingénierie du mois « **M₀ Etudes** » (mois d'établissement des prix).

I_m : Index ingénierie du mois « **m** » : correspond à l'index du mois m tel que définit ci-après.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

13.6.4.1 Pour les éléments d'étude mise au point de l'APS, APD, PRO, ACT, DIAG

Le mois **m** est le mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage.

13.6.4.2 Pour l'élément VISA/EXE

Le mois **m** est le mois au cours duquel une prestation de l'élément VISA/EXE est demandée en paiement.

13.6.4.3 Pour l'élément DET, SSI

Le mois **m** est le mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

13.6.4.4 Pour l'élément AOR

Pour la première partie de l'élément définie à l'article 8.7 du présent CCAP, le mois **m** est le mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage.

Pour la seconde partie, le mois **m** est le dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement.

14 Règlement des comptes du maître d'œuvre

14.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'ordre de service de démarrage si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 5 % du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché.

14.2 Demandes de paiement

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>. Tout autre moyen de transmission sera réputé nul et non avenu.

Modalités de dépôt de la demande de paiement :

- ✓ La demande de paiement est déposée sur l'onglet « factures émises/dépôt factures »
- ✓ Vérifier et corriger si besoin les données qui se sont incrémentées,
- ✓ A la question « le destinataire est-il l'Etat ? », cochez OUI,
- ✓ Le SIRET s'incrémente automatiquement,
- ✓ Entrer le code service **D10711F069**
- ✓ **Valider**.

Mentions obligatoires à faire figurer sur la demande de paiement :

- ✓ N° d'engagement juridique et n° marché*
- ✓ Nom ou raison sociale et adresse complète
- ✓ Numéro de SIRET ou SIREN
- ✓ Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)
- ✓ Numéro et date de la facture
- ✓ Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC

**renseignements figurant dans l'annexe de l'acte d'engagement fourni à la notification du marché*

Si un sous-traitant est intervenu, la demande de paiement fera apparaître en plus :

- ✓ Montant TTC en paiement direct au sous-traitant,

La demande sera accompagnée de l'acte de sous-traitance.

Le taux de TVA appliqué sera celui en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

14.3 Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- ✓ le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE;
- ✓ en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- ✓ en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- ✓ le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- ✓ le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

ELEMENTS DE MISSION	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
Etudes d'avant-projet (AVP)	80% à la remise du dossier
	20% à l'admission du maître d'ouvrage
Etudes de projet (PRO)	80% à la remise du dossier
	20% à l'admission du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)	20 % après réception du dossier de consultation des entreprises
	60 % après réception du rapport analyse des offres Si l'analyse fait l'objet d'acomptes distincts, les répartitions retenues seraient : <ul style="list-style-type: none"> - 10 % analyse préliminaire des candidatures ; - 10 % pré-rapport d'analyse des offres ; - 40 % rapport définitif ;
	20 % après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de l'offre ou des offres des opérateurs économiques
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)	85 % répartis par acomptes mensuels proportionnels à l'avancement réel des travaux
	15 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entrepreneurs
Assistance aux opérations de réception (AOR)	<p>En cas de réception sans réserve : 55 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, de la proposition de réception sans réserve adressée par le maître d'œuvre ;</p> <p>En cas de réception avec réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du certificat établi par le maître d'œuvre des OPR avec réserves ; • 35 % à la réception des documents constituant la levée des réserves. <p>A la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : 20 % ;</p> <p>A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages : 25 %.</p>
C SSI	20% à l'établissement du cahier des charges mission complémentaire
	en fonction de l'avancement des travaux, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début jusqu'à hauteur de 40%

ELEMENTS DE MISSION	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
	20% à la réception des travaux sans réserves
	20% à la remise du rapport de mission complémentaire
GBF	80 % répartis par acomptes mensuels proportionnels à la durée de la garantie de bon fonctionnement (2 ans) – y compris en cas de prolongation de la durée de garantie
	20% à l'admission du maître d'ouvrage

14.4 Acceptation de la demande de paiement

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

14.5 Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11-7 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- ✓ le forfait définitif de rémunération ;
- ✓ le montant des missions complémentaires ;
- ✓ le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- ✓ le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- ✓ le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- ✓ le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- ✓ le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Cependant, par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage l'établit d'office, au frais du titulaire, et lui adresse.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **45 (quarante-cinq) jours** pour notifier sa décision.

14.6 Décompte général – solde

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 11-8 du CCAG-MOE est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, le délai maximal de notification par le maître de l'ouvrage au titulaire du décompte général est de **60 (soixante) jours** à compter de la date de réception.

Par dérogation à l'article 11.8.2 et 11.8.5 du CCAG-MOE, si dans un délai de **60 (soixante) jours**, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire adresse un projet de décompte général conformément au maître d'ouvrage

En l'absence de réserves formulées par le maître d'ouvrage, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif **120 (cent-vingt) jours** suivants sa réception.

Par dérogation à l'article 11.8.6 du CCAG-MOE lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de **60 (soixante) jours** suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **45 (quarante-cinq) jours** pour notifier sa décision.

14.7 Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

15 Sous-traitance

Le délai d'agrément du sous-traitant ne débute qu'à compter de la réception du dossier complet.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fourni au maître d'ouvrage l'ensemble des documents suivants :

- ✓ La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire (le cas-échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- ✓ Le numéro unique d'identification permettant au RPA d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R2193-13 ;
- ✓ Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- ✓ Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant :
 - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent ;
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- ✓ RIB en cas de paiement direct (cf. conditions définies ci-après) ;
- ✓ Caution bancaire personnelle et solidaire, le cas échéant

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (si le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total HT du marché).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire devra alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par une délégation de paiement rédigée par le maître d'ouvrage et fournie sur simple demande du titulaire.

16 Pénalités

16.1 Généralités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE le montant total des pénalités sont plafonnées à 20% du montant hors taxe du marché de maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage.

16.2 Pénalités pour retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents (cf. tableau ci-dessous), le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant HT par jour de retard calendaire est fixé à :

Livrable	Pénalité journalière
AVP	200 €
PRO	300 €
ACT – DCE	200 €
ACT – Rapport d'analyse (candidature, offre initiales ou offres avec précisions / négociations)	500 €
Documents concernant les missions complémentaires	200 €
AOR (Dossier des ouvrages exécutés)	500 €
AOR (autres livrables notamment concernant la réalisation des OPR ou l'instruction des mémoires en réclamation)	1 000 €

16.3 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte

Si le délai fixé à l'article 9.1 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/5 000 (un cinq millième) du montant du décompte mensuel considéré arrondi à l'euro supérieur.

16.4 Pénalités en cas de retard dans la vérification du décompte final

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **100 (cent) euros**.

16.5 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **1 000 (mille) euros**.

L'expiration du délai s'entend à la date de réception d'une analyse complète permettant une prise de décision par le RPA.

16.6 Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

16.6.1 Pénalités pour absence à une réunion ou à une visite

Pendant toute la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, en cas d'absence à une réunion ou à une visite dûment programmée, il sera appliqué une pénalité de **200 (deux-cent) euros HT** par réunion où l'absence a été constatée. Cette pénalité s'applique aussi en cas de défaut d'organisation des visites au cours de la période de consultation des entreprises de travaux.

16.6.2 Pénalité en cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunions ou de visite

En cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunion ou de visite, il sera appliqué une pénalité de **200 (deux-cent) euros HT** par compte-rendu non diffusé.

16.6.3 Pénalité en cas de non remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement

Une pénalité de **5 000 (cinq-mille) euros HT** par semaine de retard sera appliquée en cas de retard dans le remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire application de l'article 3.4 du CCAG-MOE.

17 Résiliation du marché – Clauses diverses

17.1 Arrêt de l'exécution des prestations

En complément des articles 27 à 32 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission définis à l'article 6.1.1 du présent CCAP

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

17.2 Résiliation du marché

17.2.1 Stipulations générales

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à 15 du code de la commande publique peut entraîner, par décision du RPA aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché.

17.2.2 Résiliation pour faute

En complément des articles 27 à 32 du CCAG-MOE, le RPA peut résilier le marché pour faute du maître d'œuvre lorsque le montant des pénalités a atteint le seuil de 20% du montant hors taxe du marché (amendé le cas échéant de ses avenants), la capacité de ce dernier à exécuter le présent marché étant engagée.

17.3 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de **fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat**, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr)

Conformément au dispositif d'alerte, si le RPA est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, le RPA peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 30 du CCAG-MOE.

17.3.1 Documents à produire

Le maître d'œuvre doit remettre les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- ✓ Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- ✓ Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- ✓ Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, Le RPA peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG-MOE ou dans les conditions prévues au présent marché.

17.3.2 Dispositif « e-Attestations »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi, le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

17.4 Clauses diverses

17.4.1 Saisie - attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire auprès duquel est pratiquée la saisie attribution retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

17.4.2 Assurances

17.5 Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Le maître d'œuvre, et le cas échéant, ses sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

17.6 Assurance de garantie décennale

Le maître d'œuvre doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et par l'annexe I de l'article A243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Pour justifier de ces garanties, le maître d'œuvre fournit une attestation, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il adresse ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée des prestations.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit justifier à tout moment du paiement des primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

17.7 Absence ou insuffisance de garantie

Le maître d'œuvre s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le maître d'œuvre concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le maître d'œuvre supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

17.8 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le maître d'œuvre et, s'il y a lieu ses cotraitants, ne peut s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le maître d'œuvre ne peut s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

17.8.1 Nantissement - Cession de créance

Conformément à l'article L 2191-8 et R2191-45 et suivants du code de la commande publique, le titulaire peut céder sa créance.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG MOE, si le titulaire souhaite nantir son marché, il devra en faire la demande auprès du maître d'ouvrage. Après restitution de son acte d'engagement, il lui sera remis une copie de l'original de ce document certifié par le maître d'ouvrage et portant la mention : *« cette pièce formera titre en cas de nantissement consenti conformément au code du commerce et 2355 à 2366 du Code Civil et est délivré dans ce but en exemplaire unique. »*

18 Règlement des différends

18.1 Traitement des litiges

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-MOE s'appliquent.

18.1.1 Comités consultatifs de règlement amiable des différends

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Lyon.

18.1.2 Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire peut éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

18.1.3 Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

18.2 Contentieux – droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation est portée devant le Tribunal Administratif Toulouse.

Dérogations au CCAG MOE

Articles du CCAP	Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé
2	4.1 Ordre de priorité
3.2	3.4.1 Représentation du maître d'œuvre
	3.4.3 Conduite des prestations par une personne nommément désignée
8.4.3	21 Admission en l'état ou avec des observations, ajournement, réfaction et rejet
12.2.3	10.1.1 Prix – Règles générales
13.5	11.7.3 Demande de paiement finale
	35.3 Règlement des différends entre les parties
13.6	11.8.2 Décompte général et définitif
	11.8.5 Décompte général et définitif
	11.8.6 Décompte général et définitif
	35 Règlement des différends entre les parties
15.1	16.2.1 Pénalités de retard
	16.2.2 Pénalités de retard
	16.2.4 Pénalités de retard
15.2	16.2.3 Pénalités de retard
15.5	16.1 Pénalités
16.4.3	4.2 Pièces à remettre au maître d'œuvre. Cession ou nantissement des créances.